



## **Journal des débats**

**de l'Assemblée**

**Le mardi 7 avril 2009 — Vol. 41 N° 16**

**Président de l'Assemblée nationale:  
M. Yvon Vallières**

---

**QUÉBEC**

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats des commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission en particulier:	
Commission de l'administration publique	75,00 \$
Commission des affaires sociales	75,00 \$
Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation	25,00 \$
Commission de l'aménagement du territoire	100,00 \$
Commission de l'Assemblée nationale	5,00 \$
Commission de la culture	25,00 \$
Commission de l'économie et du travail	100,00 \$
Commission de l'éducation	75,00 \$
Commission des finances publiques	75,00 \$
Commission des institutions	100,00 \$
Commission des transports et de l'environnement	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires



Téléphone: [redacted]  
Télécopieur: [redacted]

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires sur Internet à l'adresse suivante:  
[www.assnat.qc.ca](http://www.assnat.qc.ca)

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

importants au Québec, hein, cédule lui-même les rencontres? On pourrait lui dire aussi qu'il y a des salles de conférence à la Caisse de dépôt, il n'est pas obligé d'aller ailleurs. M. le Président, est-ce que la ministre des Finances ne pourrait pas convenir que les conditions d'embauche de M. Sabia auraient dû être réglées avant son embauche?

**Le Président:** Mme la ministre des Finances.

**Mme Monique Jérôme-Forget**

**Mme Jérôme-Forget:** M. le Président, les conditions d'embauche de M. Sabia ont été faites alors qu'il était embauché. Mettre en place une fiducie, il devrait le savoir s'il ne le sait pas, ça prend quelques jours. Et donc la Caisse de dépôt, M. Sabia et les Emplois supérieurs mettent en place la fiducie. C'est comme ça pour tout le monde, M. le Président, on le fait toujours le plus rapidement possible. Quand on est ministre, c'est ça qui se passe.

**Le Président:** En question principale, Mme la députée de Lotbinière.

#### **Tenue d'une enquête publique sur l'industrie de la construction**

**Mme Sylvie Roy**

**Mme Roy:** Merci, M. le Président. Je souhaite aujourd'hui communiquer notre inquiétude ainsi que celle de tous les Québécois vis-à-vis des problèmes que vit l'industrie de la construction. Nous pensions que toutes les pratiques qui avaient cours lorsque la commission Cliche s'est déroulée étaient terminées, mais nous nous sommes rendu compte que nous revenons à la case départ. Malgré le rapport Lesage et ses recommandations, rien n'a changé au Québec. Le climat d'intimidation, les liens présumés avec le monde interlope et la loi d'omerta président toujours dans les chantiers de construction.

Je fais aujourd'hui appel au leadership du premier ministre pour faire la lumière dans cette grave affaire. Je demande qu'une commission d'enquête soit menée, puisque le Québec a l'intention d'investir 43 milliards de dollars des contribuables dans les grands chantiers de construction dans les années qui s'en viennent.

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Jean Charest**

**M. Charest:** M. le Président, d'abord, permettez-moi de réitérer l'importance du programme d'infrastructures que nous avons mis de l'avant. C'est 42 milliards de dollars, sur une période de cinq ans, que nous allons investir dans les écoles, les routes, les hôpitaux du Québec et dans le développement d'infrastructures dans le secteur culturel. Nous allons également investir des montants importants, au Québec, dans le secteur énergétique. Et en tout, là, sur une période de 10 ans, c'est 72 milliards de dollars et ça a un impact sur l'économie. L'Institut de la statistique du Québec rendait publics il y a une dizaine de jours les chiffres sur la performance pour l'année 2008: on fait le double de la croissance économique de la moyenne canadienne. Le Canada est à 0,5 %, le Québec,

à 1 %. Et, dans le dernier trimestre, on a moins 1,4 % de contraction, alors qu'au Canada c'est 3,4 % puis, aux États-Unis, c'est plus que 6 %, parce qu'il y a un programme d'infrastructures.

Cela étant dit, elle est témoin comme moi du fait qu'il y a une enquête — il y a même plus qu'une, puisqu'il y a eu plusieurs interventions — et elle sait très bien qu'on doit séparer le politique du judiciaire. Alors, laissons les gens qui ont les mandats d'enquêter sur ces choses là faire leur travail. Mais il ne faudrait pas pour autant, en intervenant sur cette question là, diminuer l'importance de ce que nous faisons au niveau des infrastructures au Québec, là. Si elle est contre le programme d'infrastructures, qu'elle le dise, mais il y a là dedans un moteur économique très important pour soutenir et créer de l'emploi. Chaque milliard de dollars, ça représente 8 000 emplois au Québec. Cette année, on investit 14 milliards de dollars.

**Le Président:** En première complémentaire, Mme la députée de Lotbinière.

**Mme Sylvie Roy**

**Mme Roy:** M. le Président, les Québécois veulent que leur argent soit bien investi, non pas dans le crime organisé, mais dans des infrastructures, au juste prix. Lorsqu'on entend qu'il y a des liens entre le monde interlope et certains dirigeants de la FTQ Construction, qu'il y a des rumeurs de collusion entre certains employeurs et officiers syndicaux pour blanchir de l'argent, qu'il y a des problèmes d'intimidation toujours présents sur les grands chantiers...

**Le Président:** En terminant.

**Mme Roy:** ...de la surfacturation pour fournir l'argent liquide, tous ces soupçons sont...

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Jean Charest**

**M. Charest:** M. le Président, je veux réitérer d'abord l'importance des programmes d'infrastructures pour soutenir l'économie et l'emploi, parce qu'il ne faut pas perdre ça de vue, c'est extrêmement important pour notre économie. Tous les gouvernements, d'ailleurs, le font. L'avantage du Québec, c'est qu'on est en pleine action actuellement. Nous, on est en train de faire et de réaliser des projets.

Cela étant dit, elle sait qu'il y a une enquête policière. Elle le sait. Tout le monde le sait. Alors, on ne va pas mêler le politique à ça. L'enquête va se dérouler.

Maintenant, si elle personnellement ou quelqu'un de son parti a des informations spécifiques, elle sait qu'elle a un devoir de transmettre ces informations là. Si elle a une information... Puis, je ne sais pas, là, de sa question, là, ce n'est pas clair.

**Le Président:** En terminant.

**M. Charest:** Peut-être qu'elle joue sur une ambiguïté, mais, si elle a une information...

**Le Président:** Votre deuxième complémentaire, Mme la députée de Lotbinière.

**Mme Sylvie Roy**

**Mme Roy:** Ce qui est clair, M. le Président, c'est que le premier ministre se défile. Il y a eu la commission Gomery, il y avait des enquêtes au criminel. Tous les Québécois ont été témoins de ces enquêtes... de ces procès qui ont eu lieu en même temps qu'une commission. Et ce qui est clair aussi: que ça coûte beaucoup plus cher de construire au Québec, 26 %.

Cette inaction, là, c'est les Québécois qui vont la payer. Je demande au premier ministre de reprendre sur lui et de nous donner une commission d'enquête sur le monde de la construction.

● (14 h 50) ●

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Jean Charest**

**M. Charest:** Bien, là, la députée de Lotbinière a fait un amalgame puis elle inclut tout le monde là dedans, là. C'est très général. Je veux lui réitérer qu'il y a des enquêtes policières. Il y en a, là. Et il ne s'agit pas de mêler le politique à ça, puis on ne le fera pas. On va laisser les gens faire leur travail. Puis ça, c'est très crédible, c'est très sérieux. Tous les Québécois voient ça en même temps.

Puis en même temps je réitère ce que je viens de dire: si elle a, elle, une information, parce que ça peut... À écouter sa question, on a comme l'impression qu'elle sait des choses. Si elle sait des choses, bien, qu'elle les transmette, ces informations là, à la police, et c'est eux qui ont la responsabilité d'enquêter sur ces choses là. Et qu'elle le dise, mais qu'elle ne joue pas sur les deux tableaux en même temps.

**Le Président:** En terminant.

**M. Charest:** Sinon, on va laisser aux policiers le soin de faire leur travail, puis après ça on verra ce qu'eux rapporteront, ce qu'ils diront...

**Le Président:** En question principale, M. le député de Rousseau.

#### **Mises à pied au siège social de Rio Tinto Alcan, à Montréal**

**M. François Legault**

**M. Legault:** Oui. M. le Président, on voit que, dans le cas de de plus en plus de compagnies québécoises... ou je devrais dire d'anciennes compagnies québécoises, les décisions importantes se prennent à l'étranger. C'est le cas d'Abitibi Consol, que le gouvernement libéral a laissé vendre; il y a 8 500 employés qui attendent une réponse de la Caroline du Sud. Et, dans le cas d'Alcan, on voit que les décisions se prennent maintenant à Londres.

Or, M. le Président, le ministre du Développement économique nous a dit ici, en cette Chambre, à plusieurs reprises qu'il avait signé une entente béton avec Alcan pour nous assurer que toutes les activités du siège social opérationnel resteraient à Montréal. On apprend aujourd'hui

qu'on va couper 140 emplois au siège social opérationnel de Montréal.

Est ce que son entente béton est toujours aussi béton?

**Le Président:** M. le ministre du Développement économique.

**M. Raymond Bachand**

**M. Bachand (Outremont):** Merci, M. le Président. Il a soulevé deux éléments dans sa question, dans son préambule. Je rappellerai au député de Rousseau, qui semble l'ignorer, qu'AbitibiBowater, c'est une compagnie qui a 6 milliards de dette, quatre au Québec, deux dans Bowater, et que le siège social est à Montréal, au cas où il l'ignorerait.

Dans le cas d'Alcan, maintenant Rio Tinto Alcan, M. le Président, je rappellerai le texte de l'entente, qui est très important, par lequel Alcan garantit «le maintien au Québec d'activités et de sièges sociaux opérationnels, financiers et stratégiques [...] à des niveaux essentiellement similaires à ceux d'Alcan à ce moment». Nous avons l'intention de faire respecter cette entente, M. le Président.

**Le Président:** En première complémentaire, M. le député de Rousseau.

**M. François Legault**

**M. Legault:** M. le Président, d'abord dans le cas d'Abitibi Consol, je suis allé, avec la chef de l'opposition officielle, au siège social, au supposé siège social à Montréal. Je peux vous dire qu'à part une boîte aux lettres pour envoyer les questions aux États Unis il n'y a pas grand chose qui se décide à Montréal.

Maintenant, je reviens à Alcan, M. le Président. Question très simple: Est ce que le ministre du Développement économique peut nous dire combien il y avait d'emplois au siège social de Montréal lorsqu'il a signé son entente et combien il va en rester après les 140 mises à pied?

**Le Président:** M. le ministre du Développement économique.

**M. Raymond Bachand**

**M. Bachand (Outremont):** M. le Président, nous sommes en discussion avec l'entreprise pour s'assurer que cette entente soit respectée. Il y avait Alcan, au mois de décembre 2007... 2006, quand Rio Tinto a acheté, au mois de juillet, et, depuis cet achat, il y a eu une augmentation d'employés au siège social d'Alcan. Il y a maintenant une annonce, qu'à partir du 13 avril jusqu'à la fin de décembre il y aura une réduction de ces nombres de postes. Nous sommes en discussion avec l'entreprise pour s'assurer qu'ils respectent l'entente qu'ils ont prise avec le gouvernement du Québec.

**Le Président:** Votre deuxième complémentaire, M. le député de Rousseau.

**M. François Legault**

**M. Legault:** M. le Président, quand le ministre du Développement économique, ici, dans cette Chambre,